

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 28 JUIN 1998

N° 259

PRIX 4 FF



ASSASSINAT DU CHANTEUR

LOUNES MATOUB

QUELLE ISSUE

POUR LA POPULATION PAUVRE?

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Guinée-Bissau: Diouf
veut sauver la tête
de son allié

Page 5
Sénégal: Micmacs pour
la mangeoire gouver-
nementale

Page 6
Côte d'Ivoire: FPI,
un changement de
forme de lutte? Mais
p o u r q u e l l e
politique?

Page 9
Erytrée-Ethiopie: Une
guerre fratricide

ABONNEMENT
FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

ALGERIE

**ASSASSINAT DU CHANTEUR
LOUNES MATOUB
QUELLE ISSUE POUR
LA POPULATION PAUVRE?**

Le 25 juin, Lounès Matoub a été abattu dans sa voiture sous le feu d'un commando d'hommes armés. L'assassinat n'a pas été revendiqué mais il est probable que ce soit l'oeuvre du GIA qui n'en est pas à son premier coup. Matoub a d'ailleurs déjà été victime d'un enlèvement par le même GIA, enlèvement qui a duré deux semaines en Septembre-Octobre 1994.

Ce chanteur surnommé le "Rebelle" était très populaire en Kabylie. Il chantait en tamazight (berbère) et était connu pour ses engagements non seulement contre les intégristes musulmans mais aussi contre la dictature militaire de Zéroual et sa loi généralisant l'usage de la langue arabe qui doit entrer en vigueur le 5 juillet dans tout le pays, y compris en Kabylie.

Il est même difficile d'affirmer d'ici avec certitude lequel des deux camps, celui des islamistes et celui du gouvernement militaire a commandité l'opération criminelle. Toujours est-il que la foule rassemblée autour de l'hôpital où reposait le corps criait parait-il, des slogans hostiles à l'arabisation et au régime de Zéroual.

Depuis dix ans les islamistes ont massacré des dizaines voire des centaines de milliers de gens en Algérie. A la fin du mois d'Août de l'année dernière, rien que dans une nuit un commando a pu massacrer plusieurs heures durant la population du village de Raïs aux environs d'Alger, faisant selon les témoignages 200 voire 400 victimes. Pourtant vu la facilité avec laquelle les tueurs avaient agi (à deux pas d'une caserne militaire), certains se sont demandés s'il ne s'agissait pas d'une provocation du pouvoir.

Moins d'un mois plus tard dans la nuit du 22 au 23 septembre un massacre effroyable a fait près de 200 morts à Bentalha encore près d'Alger. Ces commandos avaient agi avec la même barbarie, assassinant des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards. Ce massacre avait été revendiqué par le GIA. Ces deux tueries se sont produites dans

des zones où la population se montre fidèle au FIS, comme si le GIA voulait montrer que les représentants du FIS (qui négociaient avec le pouvoir) n'avaient pas la maîtrise de la situation. En tout cas cela donne une idée de ce que ces gens-là sont capables de faire demain, avec les moyens de l'Etat si par malheur ils réussissaient à s'en emparer.

Tous les partis politiques algériens ont fait croire que l'armée serait un rempart contre les islamistes. Non seulement le régime militaire de Zéroual n'est pas capable d'arrêter l'influence et la montée des barbus mais c'est lui qui au contraire n'arrête pas de leur faire des concessions.

Dès 1984 il a instauré un Code de la famille qui fait des femmes des êtres encore plus inférieurs soumis à la tutelle juridique de leur père, de leur frère ou de leur mari qui ont tous les pouvoirs sur elles. Ce code permet, au nom de l'islam, aux hommes d'être polygames et de répudier leurs femmes quand ils le veulent. Il interdit aussi aux femmes de demander le divorce sauf dans des cas rares. Le pouvoir continue de multiplier ses gestes en faveur des islamistes. Il y en a même qui occupent des places de ministres depuis l'année dernière.

Des dirigeants de l'ex-FIS tels que Abassi Madani ainsi que Abdel Kader Hachani ont été sortis de prison en guise de geste de bonne volonté en direction des imams. Il est à remarquer aussi que Abbas Ghézaïl, Général connu comme opposant farouche aux islamistes a été remplacé par un certain Derradji qui passe pour un partisan du compromis.

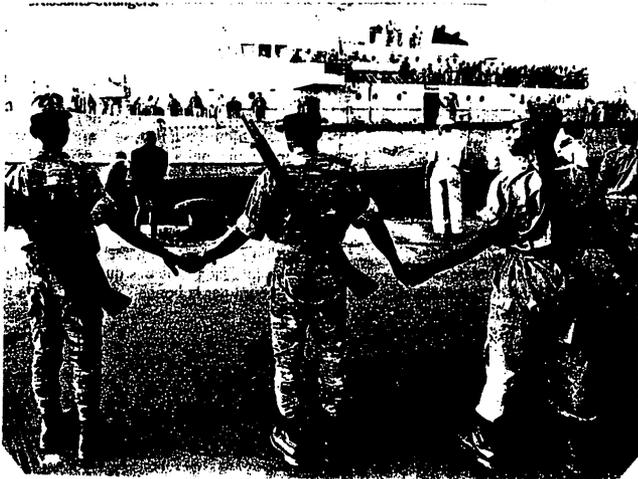
C'est aussi en guise de concession en faveur des islamistes que le pouvoir a décidé l'application de loi de l'arabisation totale à partir de 5 juillet prochain. Désormais tous les documents officiels doivent être rédigés en arabe ancien, langue du Coran (de la révélation disent les islamistes), que personne ne parle en Algérie, surtout en Kabylie.

Le signe de détente que le pouvoir mène en faveur de certaines composantes du mouvement islamiste ne signifie pas qu'un compromis soit possible. La lutte pour le pouvoir qui oppose les dirigeants actuels aux islamistes est loin d'être terminée, même si elle coûte cher à la population algérienne. Et la population ne peut attendre aucun secours venant des dirigeants actuels. Personne ne défendra les gens pauvres à leur place, non seulement contre les raids des bandes islamistes mais aussi contre les opérations punitives des militaires. Si les démagogues intégristes qui veulent tirer toute la société en arrière se développent et occupent le terrain de la contestation, c'est précisément à cause de la détresse dans laquelle la bourgeoisie algérienne et les capitalistes internationaux ont plongé la majorité de la population, et à cause de l'absence d'une organisation propre aux travailleurs qui les concurrencerait sur le terrain de la contestation sociale.

Il est vital que les travailleurs qui sont les principales victimes de cette situation s'organisent aussi pour se défendre collectivement contre les attaques du pouvoir, des islamistes et contre la dégradation de leurs conditions de vie.

GUINEE-BISSAU**QUAND DIOUF VEUT SAUVER
LA TETE DE SON ALLIE**

Depuis le 7 juin dernier le régime de Jao Bernardo Vieira en Guinée-Bissau connaît une rébellion militaire dirigée par le Général Ansumane Mané, ancien chef d'état-major de l'armée. Ce général limogé tout récemment, accusé de trafics



L'armée sénégalaise en
action à Bissau

d'armes avec le mouvement indépendantiste casamançais, a profité de son influence dans l'armée pour tenter de renverser le régime de Vieira. La capitale Bissau a été prise par la rébellion, ainsi que certaines casernes à l'intérieur du pays, notamment vers la frontière sénégalaise où les partisans du Général Mané disposent d'un soutien des partisans du mouvement indépendantiste casamançais.

A peine 48 heures après le déclenchement de la rébellion, le gouvernement sénégalais a dépêché sur place quelques 1 300 soldats pour soutenir son allié au pouvoir à Bissau. L'aviation sénégalaise aurait ainsi bombardé la ville frontalière de Ingoré située à 70 kilomètres de Ziguinchor la capitale régionale de la Casamance et qui abrite un camp de réfugiés casamançais. Il y aurait eu une centaine de morts.

Aidé de soldats sénégalais et de la Guinée-Conakry et bénéficiant du soutien tacite de la France, le régime de Vieira n'est pas encore tombé, même si trois semaines après le début de la rébellion il n'a même pas encore réussi à reprendre la capitale. Durant ces trois semaines la souffrance de la population de ce pays déjà exsangue s'est aggravée. La famine et le manque d'eau potable dans la capitale font des victimes en plus de celles tuées par les obus qui tombent dans les quartiers de la ville.

Par l'intermédiaire des pays voisins et des représentants de l'Union Européenne une tentative de dialogue jusque-là infructueuse est proposée aux belligérants. Il se pourrait qu'un compromis soit trouvé dans les jours qui viennent.

Ce qui est à remarquer dans cette affaire c'est surtout l'attitude du gouvernement sénégalais à agir avec la bienveillance de la France. Il s'est comporté comme le gendarme de cette région frontalière de la Casamance. Le motif officiel de son intervention militaire était parait-il de "préserver la légitimité d'un régime démocratiquement élu". Mais il faut être naïf pour ne pas y voir là l'intention du gouvernement sénégalais de couper l'herbe sous les pieds du mouvement indépendantiste casamançais qu'il s'efforce de réduire militairement depuis plusieurs années. C'était là une occasion en or pour Diouf de faire d'une pierre deux coups. D'un côté aider son voisin et allié à rester au pouvoir et de l'autre détruire la base arrière du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance). Voilà les calculs de Diouf. Si Vieira se maintient au pouvoir grâce à l'aide de Diouf celui-ci aura encore plus de latitude pour venir militairement à bout de MFDC.

SENEGAL

**APRES LES TRIPATOUILLAGES
ELECTORAUX, VOICI VENU LE TEMPS
DES MICMACS POUR LA MANGEOIRE
GOUVERNEMENTALE**

Malgré tout le battage qui a été fait à travers le pays pour expliquer à la population que les élections législatives du 24 mai dernier étaient capitales et que son avenir en dépendait, le taux d'abstention avoisine les 61%. Environ trois millions de sénégalais sur près de neuf millions s'étaient inscrits sur les listes électorales. Moins d'un million et demi se sont rendus aux urnes.

Grâce aux fraudes de tous genres mais surtout grâce à un mode de scrutin taillé sur mesure, le PS, le parti au pouvoir depuis l'indépendance du Sénégal, a raflé, avec à peine un peu plus de 49% de vote en sa faveur, près de deux tiers des postes à pourvoir à l'assemblée législative. C'est ainsi qu'avec quelques six cent mille voix le PS de Diouf obtient 93 postes de députés sur un total de 140.

Le PDS d'Adoulaye Wade, le principal parti dit d'opposition subit un net recul. Bien que majoritaire dans l'agglomération dakaroise et dans la plupart des villes de banlieues, son score national passe de 33 à 16%. En nombre de sièges il passe de 28 à 23. Mis à part Wade lui-même, les principaux leaders de ce parti ont été battus. C'est le cas par exemple de Ousmane Ngom, le numéro deux de ce parti. Le PDS est-il en train de payer en terme électoral ses deux récentes participations gouvernementales aux côtés de Diouf, un pied dans le pouvoir un autre dans l'opposition juste le temps de se présenter aux élections pour recombinaison immédiatement après avec le pouvoir ? Ou est-ce le fruit d'une décomposition intérieure suite à des rivalités de personnes et de clans en son sein ? Toujours est-il

qu'à peine les résultats de ces élections connus une scission a eu lieu dans le PDS. Ousmane Ngom, qui était pressenti comme le dauphin de Wade a claqué la porte et créé son propre parti. Il parle de "divergence" avec son président, de "manque de démocratie" à l'intérieur du PDS.



Diouf en train de voter

Mais la raison principale est sans doute ailleurs. N'étant pas élu, n'étant plus ministre (il faisait parti des cinq ministres du PDS ayant démissionné en bloc juste avant les élections) il voudrait certainement avoir les coudées franches pour renégocier avec Diouf un strapontin ministériel sans avoir à demander l'autorisation à son supérieur Wade.

Une fois les élections terminées les micmacs entre le pouvoir et les autres partis ont en effet déjà commencé pour la répartition des postes ministériels. C'est surtout cela qui intéresse tous ces politiciens. Les rouages du pouvoir sont pour eux un moyen de s'enrichir, de caser leurs clans et

leurs familles. Ils font partie des parasites de la société. Ce sont des ennemis des travailleurs et des petits paysans.

C'est un tel régime qu'une certaine presse bourgeoise a coutume d'appeler "la vitrine de la démocratie en Afrique". En vérité si le régime de Diouf est une vitrine de quelque chose c'est surtout celui d'un pouvoir qui depuis l'indépendance est le monopole d'un seul parti incrusté dans tous les rouages de l'Etat. Ce parti, pour

faire croire qu'il est au pouvoir par la volonté de la population, autorise certes les élections mais sous la forme d'une pure mascarade dont le résultat est connu d'avance.

Les exploités n'ont rien à attendre d'un tel pouvoir même s'il donne quelques postes de ministres à des prétendus opposants. Les véritables changements en leur faveur, les travailleurs ne les obtiendront que par leurs luttes et leur détermination à les faire aboutir.

COTE D'IVOIRE

FPI : UN CHANGEMENT DE FORME DE LUTTE? MAIS POUR QUELLE POLITIQUE?

Lors d'une récente conférence de presse tenue le 24 juin, à une des questions des journalistes au sujet de l'"impatience" des militants de base du FPI qui souhaitent voir leur parti changer de méthode de lutte pour accéder au pouvoir, Laurent Gbagbo a répondu que "la transition pacifique est maintenue". C'est-à-dire qu'il ne voudrait pas prendre le pouvoir autrement que par les élections. Car selon lui, "celui qui arrive au pouvoir par les armes n'est pas libre et a tendance à imposer une dictature pour consolider son pouvoir".

Cette affirmation vaut ce qu'elle vaut. Mais ceux qui arrivent au pouvoir par la "transition pacifique" ont tendance aussi à faire la même chose. Par exemple Bédié dont Gbagbo dénonce à juste titre la dictature est-il arrivé au pouvoir par les armes? Il faut donc croire que le problème n'est pas là. Le fond du problème est que si les luttes armées aboutissent invariablement à une dictature, c'est que, avant même la prise du pouvoir, la direction de ces luttes échappe totalement au contrôle de la population. De sorte que les armées

ou forces dites de "libération nationale" sont déjà des appareils dictatoriaux qui chassent d'autres appareils dictatoriaux au pouvoir pour prendre leur place.

Mais quand Gbagbo parle de la "transition pacifique", il est clair qu'il veut éviter à tout prix toute forme de lutte violente pour arriver au pouvoir. Il pense peut-être simplement à certaines formes de luttes qu'il évite soigneusement, par exemple à la mobilisation des masses pour protester contre un certain nombre d'injustices sociales telles que la baisse du pouvoir d'achat, la hausse excessive des produits de première nécessité, etc. Car tout comme les riches dont Gbagbo défend les intérêts, il a peur des pauvres. Et il ne voudrait rien faire qui puisse dégénérer en une lutte sociale et créer une situation incontrôlable pour lui.

Les notables du FPI ainsi que bien des électeurs de ce parti se posent sans doute la question quant aux chances que leur leader a de prendre la place de Bédié aux prochaines présidentielles. En Afrique, rares sont les chefs d'Etat qui acceptent d'être battus en

organisant des élections transparentes (ou pas d'ailleurs), comme nous le rappellent les élections présidentielles actuelles au Togo que prétend remporter le dictateur Eyadéma au pouvoir depuis plus de trente ans.

Ici même en Côte d'Ivoire, le "nouveau" code électoral taillé sur mesure pour Bédié et adopté à la veille des présidentielles de 1995, puis le récent réaménagement de la constitution (en sa faveur) en vue des présidentielles de l'an 2.000 témoignent de la volonté farouche de cet homme à se maintenir au pouvoir par tous les moyens.

Dans ces conditions, même si l'opposition gagnait les futures élections, rien n'empêche le PDCI d'inverser les résultats et de déclarer son candidat vainqueur, comme le font presque tous ses compères, les dictateurs africains. D'ailleurs ce n'est pas pour rien que le PDCI rejette systématiquement toutes les propositions de l'opposition visant à organiser les élections dans des conditions plus transparentes.

Alors, l'impatience de certains militants du FPI qui veulent renverser le PDCI par une forme de lutte plus efficace est compréhensible. Y aurait-il au sein de ce parti une petite fraction de militants qui, mécontents de la politique de leurs dirigeants, pencheraient vers une solution du type lutte armée? Mais la lutte armée, si elle peut avoir l'air radicale dans sa forme, elle peut être aussi utilisée pour défendre une politique complètement réactionnaire. Les exemples de ce genre sont nombreux. Mais il suffirait de prendre le cas relativement récent de l'ex-Zaïre devenu République dite Démocratique du Congo où la lutte armée a abouti simplement au remplacement de Mobutu par un autre Mobutu (appelé Kabila).

Or, quand on voit la politique du FPI, elle ne se distingue en rien

de celle du PDCI. C'est dire que, quelle que soit la méthode utilisée par le FPI pour arriver au pouvoir, il continuera la même politique qu'il prétend combattre aujourd'hui.

Pour qu'il y ait un véritable changement, il faut une politique qui vise à restituer aux travailleurs toutes les richesses que les exploiters leur ont volées. En d'autres termes, il faut arracher le pouvoir politique des mains de la classe des riches pour organiser toute la société autrement, en faveur des plus démunis. Mais de toutes les classes sociales existantes, seuls les travailleurs peuvent défendre un tel programme jusqu'au bout. C'est pourquoi il est nécessaire qu'ils créent avant tout un parti communiste révolutionnaire.

Le recours aux armes ne sera alors qu'un moyen pour imposer la réalisation effective de leur programme qui prend en compte leurs intérêts ainsi que ceux de l'ensemble des pauvres.

COTE D'IVOIRE

UNE SOCIETE POURRIE

Fraternité-Matin du 25 juin rapporte la mort d'un apprenti de 19 ans tué par son patron qui lui reprochait d'avoir volé 500F CFA.

Tout le monde sait que le mot "apprentissage", est utilisé le plus souvent pour cacher une main-d'oeuvre quasi gratuite. Voilà donc un jeune qui travaillait probablement gratuitement dans cette imprimerie. Et s'il y a un voleur dans ce cas c'est bien l'employeur lui-même! Mais voilà que c'est l'apprenti qui a été traité de voleur et battu à mort pour une simple peccadille. Son patron a avoué l'avoir "flagellé avec du fil électrique". Et l'autopsie a même fait état de "lésions au niveau du cerveau et du poumon". L'exploiteur était aussi un tortionnaire et un assassin.

Mais dans ce monde plein d'injustices, il suffit que vous ayez beaucoup d'argent pour pouvoir tourner la loi comme bon vous semble. La loi n'est-elle pas là pour servir la classe des possédants? Ce fut le cas cette fois-ci puisque l'exploiteur assassin est libre avec simplement

deux ans de prisons avec sursis. Autrement dit, acquitté!

Il a même eu droit à quelques honneurs puisqu'il a été reconnu que l'accusé était un homme "disponible", qui a "voulu rendre service" aux parents de cet enfant. C'est ça le système capitaliste!

COTE D'IVOIRE

DIVO : UN PAUVRE EMPRISONNE POUR UN PLAT DE RIZ

Le 17 juin dernier, le Tribunal de Divo a condamné un jeune à 20 jours de prison ferme et à 30.000 F CFA d'amende pour avoir mangé dans un maquis un plat de riz qu'il ne pouvait pas payer.

Pour sa défense, le jeune homme a déclaré: "Mon président, je vous demande pardon, c'est la faim qui m'a poussé". Mais même s'il l'a fait

pour ne pas mourir de faim, qu'est-ce que cela importe au juge?

Dans la société actuelle, sans argent on n'est rien. On n'existe pas. Le seul droit qu'ont les pauvres est celui de mourir de faim ou d'aller en prison. Les juges, les gendarmes et les prisons sont justement là pour assurer la protection de l'ordre social injuste au service exclusif des possédants.

BUYO : REPRESSION SANGLANTE D'UNE GREVE A LA SCIERIE ADK

Le 27 mai dernier, les travailleurs de la scierie ADK à Buyo ont déclenché une grève pour exiger le paiement de sept mois d'arriérés de salaire.

Ce jour-là, le DG de la société était accompagné d'un colonel en civil et d'un procureur de la République, sans doute dans le but d'intimider les grévistes. Non seulement cette belle compagnie n'a impressionné personne, mais au contraire elle a mis les grévistes davantage en colère. Au cours d'une bagarre qui a vite éclaté, le DG et ses compagnons auraient reçu quelques coups.

Le prétexte était alors tout trouvé pour que dès le lendemain du premier jour de la grève, des éléments de la gendarmerie locale répriment violemment les grévistes.

Un travailleur arrêté et torturé est mort des suites de ses blessures, et trente autres ont été arrêtés et jetés en prison.

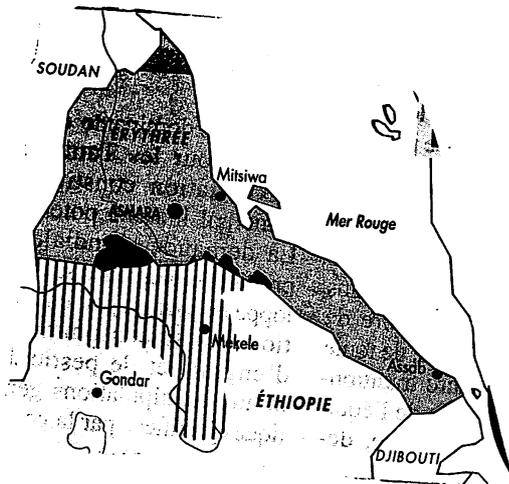
Cette grève durement réprimée a eu lieu il y a un mois. Mais il a fallu que le frère du gréviste tué vienne à Abidjan frapper à la porte d'un journal de la place pour que la répression de la grève soit enfin publiée

Les droits élémentaires des travailleurs sont souvent foulés au pied en toute impunité. Et quand ils osent les revendiquer, ils peuvent être assassinés ou jetés en prison sans que personne n'en parle. Car pour un cas, comme celui de Buyo porté à la connaissance du public à la faveur d'une circonstance exceptionnelle, combien d'autres sont passés sous silence!

CONFLIT ERYTHREE-ETHIOPIE

UNE GUERRE FRATRICIDE

Le conflit armé qui a commencé le 12 Mai 1998 entre l'Ethiopie et l'Erythrée continue de faire des victimes. Dans la zone frontalière commune les armées des deux pays s'affrontent et n'hésitent pas à faire des victimes au sein de la population. Des villages sont bombardés et ce sont des centaines des personnes qui sont tuées de part et d'autre.



La raison invoquée par les dirigeants de ces deux pays c'est que l'un accuse l'autre d'avoir occupé un bout de territoire et inversement. Tout cela se passe au Nord de l'Ethiopie, dans la région du Tigré, à la frontière avec l'Erythrée.

Et pourtant le dirigeant érythréen Issayas Afeworki et Meles Zenawi celui de l'Ethiopie sont des hommes qui étaient liés dans un passé récent par une cause commune, la lutte contre la dictature de Mengistu Haïlé-Mariam. L'Erythrée a connu plus d'un siècle de domination. D'abord de 1889 à 1941, l'Italie, dernière puissance coloniale s'empara d'une partie du nord de l'Ethiopie, l'Erythrée. Après la deuxième guerre, l'Erythrée

passa d'abord sous l'administration britannique de 1941 à 1952. Ensuite elle sera forcée de se fédérer à l'Ethiopie sous l'empereur Haïlé Sellassié, l'allié fidèle des puissances occidentales.

Avec la complicité des Etats impérialistes, l'Erythrée fut proclamée par l'empereur partie intégrante de l'Ethiopie en 1962. Et c'est au cours des années 60 que furent créées des organisations de libération nationale. C'est le FPLE qui sera l'organisation qui dominera le devant de la scène de la lutte armée, d'abord sous le règne de Haïlé Sellassié puis sous la dictature de Mengistu.

Cette lutte armée dura jusqu'à 1991, et deux ans après, l'Erythrée devint indépendante.

En même temps, le régime de Mengistu avait créé un tel mécontentement dans toutes les couches de la population que des oppositions se sont cristallisées derrière des organisations régionalistes. C'est ainsi qu'on a vu apparaître, parmi les plus importants, le Front de Libération Oromo dans le sud et Front de Libération du Peuple Tigré dans le nord.

Le Tigré, c'est la région de l'Ethiopie qui est juxtaposée à l'Erythrée. C'est une région habitée par la même population qu'en Erythrée, parlant la même langue.

L'aide de l'impérialisme américain et l'alliance du Front de Libération Erythréen avec celui du Tigré a précipité et la chute du dictateur Mengistu Haïle Mariam en Ethiopie et l'indépendance de l'Erythrée et la prise du pouvoir en Ethiopie par Meles Zenawi, dirigeant du FLPT.

Il est certain que ce nouveau régime en Ethiopie a provoqué une certaine méfiance au sein de la

classe dirigeante et de la petite bourgeoisie nationaliste. Cette méfiance se justifie par le fait du lien qui existe entre les deux nouveaux dirigeants éthiopiens et érythréens. En plus en Ethiopie tous les postes clés au sein du régime sont tenus par des hommes originaires du Tigré alors que, bien sûr, rien n'est fait pour améliorer le sort de la population.

Quant à l'Erythrée, malgré l'euphorie de la victoire contre l'Ethiopie et l'indépendance passée, mettre en place une vie économique dans un pays ravagé par trente ans de guerre n'est certes pas chose facile pour les dirigeants nationalistes. Si jusqu'à récemment la monnaie utilisée en Erythrée est le Birr éthiopien, depuis l'année dernière les dirigeants ont créé une nouvelle monnaie, le Nakfa. La non-convertibilité du Nakfa a provoqué la méfiance des commerçants en général, et plus particulièrement des commerçants éthiopiens qui ont commencé à ne plus fournir les produits agricoles dont le marché érythréen dépend. Cela a provoqué la montée en flèche des prix, avec le risque de provoquer un mécontentement dont les dirigeants érythréens seront incapables de

contrôler.

Tout laisse croire qu'un conflit avec le voisin éthiopien pourrait, pour les dirigeants érythréens faire oublier le mécontentement au sein de la population.

Pour les dirigeants éthiopiens de leur côté ce conflit risque de faire passer au second plan toute dissension au sein des classes privilégiées qui voyaient l'alliance entre les deux dirigeants érythréen et éthiopien d'un mauvais oeil.

Dans ce cas là on peut dire sans trop se tromper que les dirigeants de ces deux pays entraînent leurs populations dans une guerre fratricide. Peu leur importe le nombre des victimes. Ce qui les intéresse, c'est de garder le pouvoir à tout prix. A l'heure actuelle, le pouvoir d'Addis Abéba a décrété la "mobilisation nationale". On connaît déjà la chanson depuis l'époque de Mengistu. Cela se traduira par la réquisition des jeunes qu'on embrigadera de force afin de servir de chair à canon pour un bout de territoire que les deux pouvoirs se disputent.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.